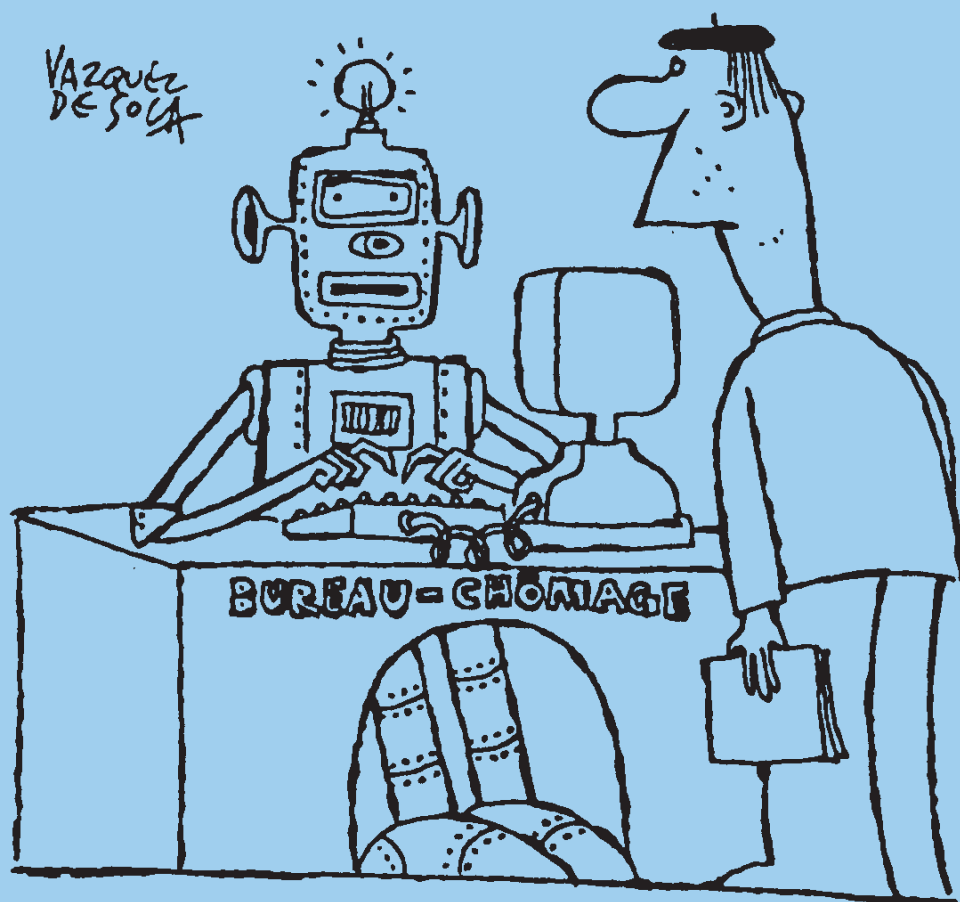


LA GRANDE RELEVÉ

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin



Les autoroutes
de l'information pourraient
encore amplifier
la dictature de l'argent.
Dans son éditorial,
M-L DUBOIN souligne
les dangers dévoilés
par un rapport de la
Commission européenne.

Tout condamne notre
système économique
actuel,
rappelle A.PRIME,
alors que nous allons
vers une société
de non-travail,
montre B.GILDAT

Il n'y a qu'une seule
espèce humaine, la
science l'a établi,
mais D.KESSOUS revient
sur la controverse entre
l'acquis et l'inné
et nous présente sa
théorie générale de
l'évolution.

Des nouvelles du Canada
prouvent à J-P MON que la
presse du Québec est
plus ouverte que la nôtre
aux idées
non orthodoxes.

Vous trouverez
également dans ce numéro :

Vivement que les emplois disparaissent !

une revue de l'actualité,
l'annonce
de manifestations
à encourager
et notre TRIBUNE LIBRE

N° 939 - décembre 1994

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.*
*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*
*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....130 FF
Abonnement d'essai (6 mois) 70 FF
Abonnement de soutien (2 n°)..... 200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels 250 FF
10 n°mensuels 350 FF
Europe..... 175 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués..*

**La presse classique ne propose rien
pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !**

**TÉLÉPHONE : de 15 à 18 heures,
les mardi et jeudi, (16) 1 30 71 58 04**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

♦ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

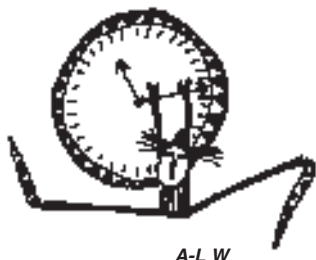
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.



A-L W

Les «*autoroutes de l'information*» font l'objet d'une grosse offensive médiatique, car c'est la dernière trouvaille en date pour forcer la consommation des clients solvables.

Mais il y a pire. Un rapport de la Commission Européenne sur cette vaste entreprise... fait froid dans le dos.

Un Inspecteur des finances honoraire, André Postel-Vinay, en a montré les dangers, tant sur le plan social que sur le plan politique, dans *Le Monde Diplomatique*, sous le titre :

De la fibre optique au pouvoir politique

Créée à l'initiative du Conseil européen, une commission présidée par Martin Bangemann, Vice-Président de la Commission Européenne, a publié en mai dernier sous la forme d'un rapport sur la société de l'information planétaire, sa *recommandation au Conseil européen*...

André Postel-Vinay y remarque d'abord la volonté de développer le commerce de l'information dans d'énormes proportions, et la commission veut que ceci se fasse vite, et pour cela le rapport affirme qu'il «*faut respecter strictement les lois du marché : la libre concurrence doit s'exercer pleinement ; le libre échange doit être pratiqué avec tous les pays qui le respectent, la société de l'information ayant obligatoirement un caractère planétaire ; les États doivent renoncer à leurs pouvoirs, sauf, bien entendu, pour supprimer les monopoles publics, ouvrir les infrastructures à la concurrence, déréglementer et libéraliser le plus rapidement possible*».

Le financement de cette société, annonce le rapport, pourrait être pris en charge par le secteur privé,... à condition que les pouvoirs publics financent d'abord une dizaine de programmes très coûteux, de façon à procurer un chiffre d'affaires suffisant aux industries de la communication !

Alors le rapport demande un soutien financier pour «*sensibiliser*» l'opinion aux bienfaits de cette société de l'information, ou plutôt de son commerce.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici, comme le fait *Le Monde diplomatique*, que les dix-sept conseillers-commissaires qui composent la Commission Bangemann sont des dirigeants d'entreprises du secteur de la communication, dont le PDG de Bull et le patron de Canal plus. On ne s'étonne donc pas qu'ils prônent la déréglementation à outrance, c'est-à-dire la fin du monopole de l'État sur les télécommunications, plus vite encore que l'Union européenne, qui l'a programmée pour la fin de 1998.

Mais le plus beau vient après ces recommandations d'ordre économique. Il concerne les recommandations d'ordre politique du rapport. D'abord il faut, copiant ce qui se fait aux Etats-Unis, que la société de l'information en Europe «*soit confiée au secteur privé et aux forces du marché, c'est-à-dire aux groupes d'affaires les plus puissants. Cela revient à demander, explique A. Postel-Vinay, que l'on abandonne la réalité du pouvoir politique à ces groupes d'affaires dans le très vaste domaine qu'englobera la société de l'information. Et il s'agit là d'un abandon définitif, car, ajoute-t-il, lorsque ces groupes auront dirigé l'instauration de cette société, ils n'en lâcheront plus les leviers de commande. Tout cela montre que les groupes privés du secteur de l'information se sentent maintenant assez forts pour oser réclamer ouvertement le pouvoir politique dans le domaine qui les intéresse. L'influence qu'ils ont acquise est devenue si considé-*

nable qu'elle leur permet cette audace».

Le rapport va jusqu'à demander trois modifications institutionnelles pour faciliter la tâche des nouveaux détenteurs du pouvoir politique. «*Il va de soi, commente André Postel-Vinay, que les groupes privés intéressés exerceraient une influence décisive sur ces trois nouveaux organismes*.

Il conclut : «*Lorsque ce système de gouvernement par le secteur privé et les forces du marché aura été installé pour la révolution de l'information, il suffira de le reproduire dans quelques autres domaines (l'énergie, les transports et les travaux publics, par exemple) pour que l'Europe politique prenne une forme presque parfaite. L'indépendance de la politique monétaire se combinera très bien avec cette heureuse évolution. On se plaignait qu'il n'y eût pas de vue d'avenir pour l'Europe politique. Maintenant, il y en a une*».

L'analyse de cet ancien Inspecteur des finances est tellement claire qu'il n'y a rien à ajouter, sinon que les rapports des commissions du Conseil européen sont édifiants : apporter des améliorations d'ordre social n'a jamais fait partie de leurs préoccupations prioritaires.

L'Union apparaît décidément et de plus en plus comme l'instrument de financiers et d'hommes d'affaires bien décidés à l'utiliser pour accroître encore leur puissance.

MARIE-LOUISE DUBOIN

Iu, vu, entendu...

Créer de la richesse ou des emplois ?

Un lecteur attire notre attention sur un article paru dans *Le Monde* du 20 septembre et signé de Nicolas Cuzacq, professeur agrégé d'Économie et gestion.

En voici quelques extraits, car ils sont proches des idées que nous défendons :

Soyons honnêtes, toutes les politiques de l'emploi appliquées depuis 1974 ont échoué, quelle que soit la couleur politique du gouvernement... Puisque la lutte contre le chômage semble impossible, pourquoi ne pas proposer un autre modèle de société n'ayant plus comme centre névralgique le travail ? Il faut enfin comprendre que notre économie a pour objectif de créer de la richesse et non des emplois. Cette question est d'autant plus d'actualité que le retour de la croissance annoncé risque de ne pas créer beaucoup d'emplois. En effet, l'intensité capitaliste ne cesse d'augmenter, autrement dit les machines remplacent de plus en plus l'homme. Pourquoi ne pas admettre que la substitution du capital au travail (la machine qui remplace l'homme) est un phénomène irréversible (ainsi, dans l'industrie du verre, le ratio salaire sur valeur ajoutée est passé de 43 % à 18 % en quinze ans) et que l'enjeu du XXIe siècle est désormais de connaître la clé de répartition de la richesse créée principalement par le capital ?

Sait-on que 10 % des ménages possèdent 50 % du patrimoine total des Français ? Pour résoudre ce problème, il faut remonter en amont et modifier le partage du produit intérieur brut (PIB, qui mesure la richesse nationale) en octroyant un revenu d'existence à une grande partie de notre population... Ce qui paraît utopique en 1994 ne le sera pas forcément dans le futur. Quelle aurait été la réaction d'un salarié au XIXe siècle si on lui avait annoncé

que ses successeurs auraient cinq semaines de congés payés le siècle suivant ? Peu d'hommes politiques évoquent cette future société dans leur projet. La France peut-elle préparer le XXIe siècle avec des gouvernants qui raisonnent comme au XXe siècle ?

(envoi de G.C., Pyla sur Mer)

EDF-GDF : 32 heures ?

Conformément à la lettre de l'accord sur l'emploi signé en novembre 1993 par les directions d'EDF-GDF et quatre syndicats, la CFDT a réclamé, lundi 24 octobre, l'ouverture d'une négociation sur une réduction moyenne du temps de travail à 32 heures par semaine. L'aboutissement de ces discussions pourrait, selon la CFDT, permettre la création de plus de 15.000 emplois sans pour autant remettre en cause la compétitivité des deux exploitants.

Pour ce faire, la CFDT propose que l'effort soit partagé entre l'État, les entreprises et les salariés qui abandonneraient en moyenne 2 % de leur salaire brut (pour une réduction de 15 % de leur temps de travail).

(Le Monde, 26-10-94)

Délocalisations

«J'avais prévu, il y a quatre ans, la récession, notamment parce qu'elle est une conséquence de la globalisation de l'économie. On peut citer deux chiffres, mis en évidence par le World Economic Forum de Genève, qui illustrent le problème structurel de l'économie mondiale.

Le monde industrialisé dispose d'une main-d'œuvre de 350 millions de personnes dont le coût salarial par heure est à peu près de 18 dollars. Ce même monde industrialisé a accès à un marché mondial de

main-d'œuvre qui comprend la Chine, l'ex-URSS, l'Inde, le Mexique... de 1,2 milliard de personnes qui sont prêtes à travailler pour moins de 2 dollars par heure. Il ne faut pas s'étonner si cela crée des turbulences tant dans le domaine économique que social. Surtout si, dans le même temps, le monde développé passe de l'ère industrielle à l'ère informatique».

(Roland Leuschel, directeur de la Banque Bruxelles Lambert. Interview au Monde.)

Reflet du libéralisme

Octobre 1994. Les statistiques rendues publiques le 27 octobre indiquent que la population carcérale a plus que doublé en dix ans aux États-Unis. Soit un Américain sur 260 (260 millions d'habitants) ou encore un adulte sur 193. C'est le résultat de la misère, de la drogue, de la ségrégation, en un mot de l'exclusion, dans un pays qui compte près d'une arme à feu par habitant.

Chirac, au pouvoir !

Plus social que les candidats de la droite, non déclarés, aux Présidentielles, tu meurs ! A Balladur qui ironisait : «*Jacques, depuis longtemps, est réfugié dans son parti comme dans une citadelle*», Anne-Marie Couderc, député de ladite citadelle, répondait en défendant son maître Chirac : «*La seule citadelle qu'il veut investir, c'est celle du conservatisme ; le seul rempart qu'il veut détruire, c'est celui de l'exclusion ; le seul donjon qu'il veut mettre à bas, c'est celui de la crise de notre société*».

Émouvant.

Mais pas jusqu'à voter pour lui !

(D'après Le Monde, 26-10-94)

A. P.



Nos amis Colette et Claude Mélançon, distributeurs de toujours, nous font très souvent parvenir des extraits de la presse montréalaise. Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'article de Kimon Valaskakis, professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal, paru dans "La Presse" du 22 octobre 1994, sous le titre :

Buffets et soupes populaires : les deux visages de l'économie.

« Il nous faut serrer nos ceintures et vivre selon nos moyens. Pour rester compétitifs, il faudra réduire considérablement notre protection sociale. Nous devons accepter un niveau de vie plus bas et se résigner à l'idée que nos enfants ne jouiront pas de la même abondance que nous. » A entendre ce genre d'affirmations que nous voyons tous les jours dans les journaux et dans les déclarations de politiciens ici (au Canada) et à l'étranger, nous dit Valaskakis, on pourrait penser « qu'un fléau, une peste, un désastre économique a frappé le monde, nous obligeant à des coupures draconiennes et à une austérité douloureuse. Au risque de me mettre à contre-courant de l'opinion majoritaire, je prétendrais, au contraire, que le monde jouit d'une abondance sans précédent, d'une pléthore de biens et services, d'un paradis terrestre d'opulence, mais que l'effondrement des mécanismes de distribution est la véritable cause de nos problèmes. Il y a coexistence entre les "buffets", symboles d'abondance, et les "soupes populaires", symboles de pénuries et de pauvreté. »

« Un buffet, c'est l'anti-rareté, c'est se servir à volonté. Pour le consommateur, une fois qu'il a payé son billet d'entrée, le coût marginal du buffet est nul... Un buffet, c'est l'exemple même de la surproduction. Or, la plupart des secteurs de l'économie occidentale (sinon mondiale) sont caractérisés

aujourd'hui par le phénomène du buffet avec surproduction généralisée... » Et Valaskakis rappelle les productions excédentaires du secteur primaire tant en ce qui concerne les métaux et l'énergie que l'agro-alimentaire, la surproduction chronique du secteur industriel et la capacité de produire toujours plus à l'aide des nouvelles technologies qui banalisent dans le secteur tertiaire des professions jadis très bien payées.

« On notera enfin, dit-il, que l'indicateur suprême d'abondance c'est l'absence de l'inflation elle-même... Devant toutes ces bonnes nouvelles comment ne pas se réjouir ? La lecture de l'histoire économique nous révèle un fait frappant : **l'homme aurait enfin réussi à vaincre la rareté, à maîtriser son environnement et ceci par la relève de la science.** Abstraction faite d'un désastre environnemental, nous nous dirigeons vers une **abondance sans cesse croissante.** » La médaille a cependant son revers : l'emploi, qui jadis était l'instrument principal de production et de distribution, ne l'est plus beaucoup aujourd'hui dans les pays industrialisés. D'où l'apparition d'une économie duale où « les buffets coexistent avec les soupes populaires... Une expression importante de cette dualité est le gouffre qui sépare les secteurs publics des secteurs privés. Les secteurs privés génèrent les buffets qui sont consommés par une élite entrepreneuriale. Le système est éliminatoire.

A chaque tour, il y a de moins en moins de gagnants et de plus en plus de perdants. Les perdants ne peuvent plus être pris en charge par les secteurs publics, eux-mêmes en perte de vitesse et criblés de dettes. Par conséquent, on assiste au phénomène surprenant de gouvernements de gauche et de droite qui pratiquent les mêmes coupures massives, dégraissent, mettent en disponibilité... pour ensuite se faire mettre à la porte aux élections suivantes. L'appauvrissement public accompagne donc régulièrement l'enrichissement privé, ce qui est fort paradoxal. » Valaskakis montre ensuite qu'il est de l'intérêt même de ceux qu'il appelle les "inclus" de réintégrer les "exclus" si l'on veut éviter des troubles sociaux graves qui finiraient par, au moins, réduire la qualité de vie des nantis. Pour cela, il faut transformer radicalement le système de distribution, ce qui pourrait prendre, selon lui, plusieurs formes :

- la réduction des heures de travail, sans perte de salaire, afin de redistribuer le travail devenu moins utile à l'ère de l'informatique (« une solution qui saute aux yeux », dit-il);
- le remplacement des dizaines de programmes sociaux et allocations de chômage par un revenu minimum garanti (« tout le monde aurait un "fixe" et un "variable", le "fixe" serait le revenu de base que nous donnons déjà aux assistés sociaux... le "variable" serait le résultat des initiatives ou manque

d'initiatives du citoyen qui "découvrira son emploi" au lieu de le créer artificiellement.»);

- «l'utilisation de mécanismes de vélocité monétaire pour encourager la consommation et décourager la thésaurisation»;

- une quatrième approche qui «exigerait que l'on relise Keynes, actuellement en disgrâce chez la majorité des économistes, et qu'on

réalise qu'il avait été le premier à comprendre les conséquences de la société d'abondance et la nécessité de se pencher sur la distribution ».

Si ce n'est pas de l'économie distributive, ça n'en est pas très loin. D'autant plus que dans sa conclusion Valaskakis nous dit que «Pour généraliser les buffets et éliminer la pauvreté, il faudra donc repenser le

rôle de l'Etat et apporter des solutions radicales à l'endettement de celui-ci.» et il nous annonce deux prochaines chroniques consacrées à ces deux points. En attendant, force est de constater que la presse canadienne semble plus ouverte que la presse française aux propositions économiques non conformes à la théorie dominante.

une presse plus ouverte

Ce n'est d'ailleurs pas une surprise car "La Presse" de Montréal avait déjà publié, notamment en 1993, plusieurs articles "non orthodoxes" sur le chômage et le partage du travail. Ainsi, Pierre Foglia écrivait-il le 19 août 1993, dans un article intitulé "Chômage" : «Je ne sais pas s'il convient de mettre fin à l'universalité des soins de santé. Je ne sais pas s'il faut remettre en question la sécurité d'emploi des fonctionnaires et des autres travailleurs. Je ne sais pas s'il faut obliger les assistés sociaux à travailler. Ce que je sais, c'est que tout cela va finir par arriver... Tout cela. Bientôt. Ce que je sais aussi, c'est que cela ne réglera pas la crise. Une crise qu'il vaudrait mieux d'ailleurs nommer par son vrai nom : le chômage. La cause du chômage est extrêmement simple : on a de moins en moins besoin de travailleurs pour produire les biens et les services que nous consommons... Or pour consommer, il faut des sous. Et pour avoir des sous, il faut une job. Conclusion ? Je la lis sur vos lèvres : créons des jobs! Voilà la boucle fermée. L'ornière creusée. **Voilà la sottise la plus souvent rabâchée depuis dix ans : il faut créer de l'emploi.** Tous les gouvernements l'ont promis : "nous allons créer des jobs". Ce qu'ils ne font pas, évidemment. Parce que c'est impossible. A part les fausses jobs de leurs pathétiques programmes de réinsertion au travail, les gouvernements sont incapables de trouver des jobs aux chômeurs. Ce n'est même pas mauvaise volonté de leur part, ni, pour une fois, manque d'imagination. C'est tout simplement qu'on a

de moins en moins besoin de travailleurs... On n'arrête pas le progrès, parait-il. Alors arrêtons de nous faire accroire qu'on va créer des jobs. On va en perdre encore. Les urgences ? Redéfinir le travail. Réhabiliter le temps non rémunéré. Redéfinir la richesse. Et surtout la redistribuer.... Tout ce que je voulais dire aujourd'hui, c'est qu'on ne réglera pas le problème du chômage tant qu'on n'osera pas le poser. Je vous le demande, y aura-t-il une vie après le plein emploi ? et quel genre de vie ? »

Toujours dans "La Presse", Pierre Allard, avocat, économiste, premier directeur général de la main d'œuvre du Québec en 1967, expert auprès d'organismes internationaux publics ou privés, interpellait ainsi les candidats aux élections qui devaient avoir lieu peu après au Québec : «Cher Kim, Jean, Preston, Lucien et Audrey, faites moi plaisir : ne parlez plus d'emplois ... Vous êtes pardonnés d'avance, comme l'ont été tous ceux qui vous ont précédé, de tout ce que vous ne direz pas, au cours des prochaines semaines, concernant les emplois et les services sociaux, ... Cessez de faire croire à la population que nous vivons une récession comme les autres et que demain, l'année prochaine, ou en l'an 2 000, il y aura, comme avant "une job steady et un bon boss" pour tout le monde. Nous ne vivons pas une récession, mais la phase finale d'une transition engagée depuis quarante ans. Pas une crise canadienne, mais une crise mondiale. Il n'y aura plus jamais d'emplois comme avant. Il y en aura de moins en moins, jusqu'à ce

qu'il n'y en ait plus du tout». Il développait ensuite dans le reste de son article "Repartager le travail n'est pas un rêve", pourquoi, dans une société dans laquelle les machines remplacent l'homme de plus en plus, le travail ne peut plus être ce qu'il a été : «Un travail pour être humain maintenant, c'est ce qui exige de la créativité, de l'entregent ou de l'initiative, rien de plus... Par habitude, on a créé des emplois pour encadrer ces tâches, mais c'est une mauvaise solution : on ne peut pas superviser la créativité, l'entregent ou l'initiative comme la production des jujubes. On ne peut pas calculer l'apport précis de chaque professeur à l'éducation d'un enfant, ni l'impact d'un sourire sur la santé d'un patient. On ne peut pas mesurer l'effet de l'objection posée par un fonctionnaire à une proposition de projet, ni celui des critiques d'un vice-président Marketing au vice-président Finance d'une société industrielle. On ne peut pas mesurer l'apport précis de la créativité, de l'entregent ou de l'initiative du travailleur au service final : l'essentiel est insaisissable ». Et dans sa conclusion, on pouvait lire ces quelques lignes qu'aucun journal français n'oserait publier : «Enfin, il faut que cesse cette pré-occupation morbide pour l'emploi qui nous a menés à ne plus travailler pour produire mais à produire pour travailler. Le travail n'est pas une jouissance, c'est un mal nécessaire pour obtenir un résultat. Priorité donc à la productivité accrue, et vivement que les emplois disparaissent ! »

JEAN-PIERRE MON

Un système que tout condamne

...et pourtant, il a la vie dure !

La reprise et le chômage

Le gouvernement avait crié victoire lors de la légère amélioration de l'emploi de juin/juillet. Or septembre confirme la rechute déjà amorcée en août : 13.900 demandeurs d'emplois de plus ; le chômage touche 12,7 % de la population active = 3.351.900 personnes.

Dans la revue de presse du 3 novembre, au lendemain de la publication de ces chiffres, on pouvait constater que presque tous les journaux soulignaient, comme *le Monde*, que «*la reprise économique n'a pas d'effet immédiat sur le chômage* ». Etait-ce enfin une lueur de compréhension généralisée des causes structurelles du chômage ? On peut en douter à cause du qualificatif *immédiat*, qui, pour nous, est de trop.

Il semble cependant que quelques journalistes clairvoyants rejoignent notre analyse lorsqu'ils constatent que, profitant de l'arrivée de la droite au pouvoir en mars 93, les entreprises ont *dégraissé* à tout va, si bien que, comme en conviennent sans état d'âme certaines d'entre elles, **les suppressions d'emplois sont la raison essentielle de l'amélioration de leurs bénéfices en 1994. Partant, l'investissement productif est reparti, diminuant encore les besoins de main-d'œuvre.**

Il faut crier haut et fort ce que souligne Bern Gildat dans sa lettre au *Monde*¹ : «*même si la croissance se confirme, le chômage continuera de croître*», et ce malgré les astuces du gouvernement pour masquer les chiffres réels. Nous avons déjà dénoncé dans la Grande Relève les nettoyages de fichiers de l'ANPE, le camouflage RMI (désormais 800.000) et CES (650.000) de quasi-chômeurs ; les dispenses de

recherche d'emploi après 55 ans, qui sont passées de 246.097 en 93 à 286.515 en 94, soit 40.000 chômeurs «*effacés*».

Les faits d'ailleurs confirment notre point de vue :

- IBM. Tout le monde a pu suivre récemment cette affaire, qu'analyse Véronique Maurus dans *le Monde* du 18 octobre, sous un titre éloquent «*Le pire des mondes*» : en deux ans, 90.000 emplois ont été supprimés, soit le quart des effectifs. Comme ça n'a pas suffi, la société propose à ses salariés à partir de 50 ans, (cinquante ans, vous avez bien lu !) un travail à mi-temps avec 70 % du salaire et la préretraite à 53 ans. V. Maurus rappelle que c'est là en fait la nouvelle marotte du management à l'américaine, appelée «*reengineering*» (traduction barbare : reconfiguration)².

- Le Crédit Lyonnais, a trouvé mieux que le classique *Plan social* pour licencier 3.800 personnes (sur 23.000), il a inventé le *Plan d'amélioration de la productivité*. Ce qui est tout de même plus franc ! Mais quid des dirigeants, en dehors du PDG viré, qui ont généré 40 milliards de créances douteuses, et, plus récemment, 6,5 milliards de pertes de gestion courante ?

- Dim : plan social portant sur 453 licenciements.

- Perrier : plan social pour 600 suppressions de postes sur 2.500 salariés, soit 24 % des effectifs.

Et partout dans le monde, c'est la même chose :

- Aux États-Unis, Kidder Peabody supprime 10 % de ses effectifs, American Express, 600 postes.

- En Espagne, sur 40 millions d'habitants, le chômage touche le quart de la population, 8 millions d'individus vivent en-dessous du seuil de pauvreté ; les 2/3 de la société espagnole disposent de

revenus inférieurs à la moyenne.

Au fait, depuis combien de temps le socialiste Gonzales est-il à la tête du gouvernement ?

Bref, partout la société duale se développe et en dehors de belles paroles, de plans mirifiques, on voit bien que le *libéralisme* ne s'attaque pas de front au problème, car ce serait contraire à ses intérêts. Mais qu'au moins nos gouvernants cessent de jouer avec les *créations d'emplois*. S'il est normal qu'une société en forte mutation crée de nouveaux emplois, qu'on ait cependant l'honnêteté de mettre chaque fois en parallèle les emplois perdus et le *solde*, c'est-à-dire, hélas, car cela va toujours dans le même sens, le nombre de chômeurs supplémentaires ! C'est le seul chiffre à retenir pour mesurer l'évolution de la société. Philippe Seguin, dans une interview au *Monde*, le 3 novembre, constate : «*C'est très bien d'ouvrir les bouches de métro, de faire des SAMU sociaux ou de sortir un plan avec un financement sans précédent. Mais le problème central n'est pas là : il est d'arrêter la machine à produire de l'exclusion, ce qui est tout à fait différent. L'objectif, c'est l'exclusion zéro*».

Alain Lebaube stigmatise³ «*Les mauvaises explications de Michel Giraud* » à propos de l'augmentation du chômage en septembre et rappelle la promesse (imprudente ?) du Ministre du Travail récemment à *l'Heure de Vérité* : stabilisation du chômage fin 94, et 200.000 chômeurs de moins en 1995.

La reprise et la Bourse

Si la reprise n'améliore pas l'emploi, elle n'arrange pas non plus la Bourse : «*La croissance américaine accentue la chute des marchés financiers ; la Bourse en*

baisse de 19 % depuis le début de l'année» pouvait-on lire dans *le Monde* du 7 octobre.

D'après les analystes financiers les plus sérieux, la déprime des marchés financiers serait due à la surchauffe de l'économie américaine : «l'annonce le mercredi 5 octobre de prises de commandes en hausse de 4,4 % a fait plonger les marchés financiers »⁴

On croirait un gag de Guy Bedos ! Et bien non : la surchauffe risque de relancer l'inflation et cela «exacerbe la nervosité des opérateurs», qui pensent que la Réserve fédérale sera amenée à mettre en œuvre une politique monétaire restrictive et cela nuit à la spéculation boursière. Les pourcentages élevés de la croissance deviennent de «mauvais bons chiffres » (sic).

En bref, «alors qu'à Madrid les pays du G7 se félicitaient de la croissance retrouvée et de la fin de sept années de vaches maigres, les marchés financiers continuent de broyer du noir »⁵

Pour le plus ignare en économie, la cause devrait être entendue : un régime qui perdure avec une telle

logique, la *logique du marché*, devrait céder la place. Et pourtant, et partout, il s'accroche, dominateur, sans doute confiant dans la «*main invisible*».

Mais nos tenants du libéralisme sauvage sont-ils certains que la «reprise» aura seulement la durée des «sept années de vaches maigres» ?

Roland Leuschel, directeur de la banque Bruxelles Lambert, déclarait dans une interview au *Monde*⁶: «La hausse des taux courts aux États-Unis depuis février indique également qu'il y aura un fort ralentissement en 1995 et 1996 et une profonde récession en 1997. L'Europe, dont la reprise économique a été provoquée par les exportations et le restockage de l'industrie, en subira les conséquences. Les marchés d'actions connaîtront une forte désillusion, car les cours de Bourse anticipent aujourd'hui encore une hausse des bénéfices. L'ensemble fait que les Bourses mondiales ne connaîtront pas de bons résultats en 1994 et probablement pas en 1995 ».

Nous laissons bien entendu à l'auteur la responsabilité de son opinion. Mais l'outil que nous a donné Jacques Duboin pour comprendre l'économie nous aide à penser, et nous le regrettons pour ceux qui paieront la casse et qui sont toujours les mêmes, qu'il n'a peut-être pas tort.

Mais vie dure ne veut pas forcément dire vie éternelle...

ANDRÉ PRIME

— — — —

1. Voir sa lettre à A. Lebaube, ci-dessous.
2. Voir déjà à ce sujet l'éditorial de notre N°936.
3. *Le Monde* du 4 novembre.
4. La Bourse craint même l'honnêteté : «Que les titres des groupes de BTP aient chuté au lendemain de leur engagement public de respecter un code de déontologie (*Le Monde* du 21 octobre) reflète la crainte des investisseurs qu'un changement des méthodes dans la passation des marchés publics écrase momentanément la marge des groupes». C'est probablement ce qui explique que Bouygues n'ait pas voulu signer ledit code. Un comble !
5. *Le Monde* du 7 octobre.
6. *Le Monde* du 31 octobre.

*Vous ne savez pas quoi offrir à un parent ou à un ami
pour Noël ou le Jour de l'An ?*

*Ne cherchez plus : il n'y a pas de plus beau cadeau
qu'un abonnement à La Grande Relève,
ou un des ouvrages que nous avons publiés (voir leur liste page 2) !*

*Et pour La Grande Relève, le plus beau cadeau que vous puissiez lui faire...
c'est un nouvel abonné !*

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

V. Abécassis 70 - P. Ingrain 100 - Mme Lahens 300 - R. Mangeon 50 - Mme Mélançon 370 - A. Met 40 - M. Petit 170 - L. Pluot 70 - J. Ramet 70 - M. Couton 100 - J. Coustaud 70 - M. Guillot 435.

Total 1.845 F.

Merci à tous !

A NOS ABONNÉS :

Nous prenons soin d'indiquer sur chaque étiquette la date d'échéance de votre abonnement.

Merci d'en tenir compte

pour nous éviter les frais d'envoi d'une carte de rappel à chaque échéance.



Vers la société de non-travail

Ainsi que vous en convenez, «*le chômage va continuer à produire ses ravages*», et vous vous demandez si le **décalage** entre les Français, ceux qui réussissent à s'en sortir et les **exclus**, ne va pas s'amplifier de plus en plus dangereusement.

Le malheur, c'est que cet état de choses soit devenu banal dans la tête de nos concitoyens, et même en passe de se normaliser : comme un fléau nécessaire, inéluctable, qui tomberait du ciel. A croire que l'opinion publique, apparemment saturée d'informations par un environnement multi-médiatique omniprésent, semble incapable de comprendre les ruptures en chaîne qui ébranlent la société dite post-industrielle.

Alors, «*on en est réduit à un discours incantatoire ou à des solutions de replâtrage*», au lieu de «*se lancer hardiment dans une politique plus active qui provoquerait un vrai changement de société, celle-ci ayant atteint ses limites*».

Mais à entendre nos sommités dirigeantes, décideurs de toutes professions, on se demande en effet, pourquoi ces gens-là ne parviennent pas à reconnaître une bonne fois, à la place de leurs vagues allusions ponctuelles, ce qui crève les yeux de nos contemporains, à savoir : la déferlante technologie dans les modes de production **élimine** les emplois humains.

Ce phénomène est général et irréversible à tous les stades des entreprises. Les incessantes **réorganisations** ou **modernisations** suppriment méthodiquement, à mesure, des postes ou des séries de postes de travail humain, que celui-ci soit de caractère physique ou intellectuel.

C'est pourquoi il apparaît «*surréaliste*

te» de continuer à prétendre que la **croissance** va supprimer, même peu à peu, le chômage : désormais, la croissance est possible **avec** la croissance du chômage ; chacun peut constater que la productivité et la rentabilité des entreprises parviennent à croître sans la moindre embauche. Les profits d'un Groupe augmentent simultanément au débauchage de nombre de ses salariés.

Et la croissance ? Laquelle et jusqu'où, vers quoi ?... Certes, «*le capitalisme marche à la croissance*», selon le mot de Michel Beaud. On ne peut qu'être d'accord avec lui, lorsqu'il commente : «*le marché... est à l'évidence irremplaçable, mais il ignore par essence, les besoins non solvables... et, vice redoutable dans une période où tout s'accélère, il néglige gravement le futur !*».

Malheureusement, c'est clair : beaucoup de nos beaux parleurs imperturbables ne croient pas, en eux-mêmes, que l'on puisse éviter la **société de parcage**. En somme, leur problème, histoire de gagner du temps, c'est de trouver des aménagements susceptibles de rendre l'exclusion *supportable* et tranquille : une exclusion douce.

Pas question donc pour de tels réalistes, d'admettre publiquement que le retour au bon vieux **plein-emploi** est devenu irréalisable, dans le cadre actuel de notre société ; pensez ! mettre en doute la fiabilité de ce système (celui du groupe des Sept) : la panique !...

Pourtant, n'en doutons pas, nombreux sont néanmoins ceux qui, comme vous le souhaitez, cherchent à s'attaquer «*aux racines du mal*» tant un tel objectif semble impérieux au vu des dangers qui nous guettent.

L'hydre du mal social a plusieurs têtes dans ce monde. Le chômage généralisé de notre époque, à la fois conjoncturel, structurel et exponentiel, est l'une d'entre elles.

Et si c'est bien là une conséquence de l'explosion technologique, ce dernier phénomène génère simultanément une autre conséquence qui est la ruine du commerce et, ensuite, la ruine de l'entreprise : de quoi frapper à mort le système mercantile en son apogée : **la société de consommation**.

Effectivement, ce système ne sait produire et créer, très bien, que des **marchandises** ; il ne fonctionne que pour vendre et revendre, afin d'amasser et de faire fructifier des **capitaux**.

Selon un paradoxe vicieux intrinsèque à son comportement, il a su assujettir la science pour atteindre la production de masse et des profits faramineux, tandis que, du même coup, il se débarrassait d'une main-d'œuvre salariale rendue superflue et devenue, en outre, trop onéreuse et trop exigeante. A courte vue, c'était une belle réussite !

Mais à la longue, le système s'est bloqué : quand la prolifération des chômeurs **non solvables** vient s'ajouter aux pauvres «*traditionnels*» (y'a toujours eu des riches et des pauvres !), entraînant la mévente de masse.

Faut-il alors mettre en cause le *Progress*, ou les piètres utilisateurs du susdit ? Reste cependant la question : «*est-il possible de supprimer le chômage, sans supprimer ce même Progress ?*»

En théorie, un changement de société pourrait commencer par un rationnel partage du travail, accompagné d'un plus équitable partage des revenus. De sorte que chacun

collaborerait pour sa part à un travail lucratif, de durée forcément réduite, aux côtés de machines pouvant, elles, fonctionner beaucoup plus longtemps. Ce serait l'avènement du "temps libre" et du "travail libre", à la portée de tous.

Ce qui nous amène au problème de la **monnaie**. Aux questions du commerce extérieur, de l'inflation et de la **sauvegarde du Franc**.

Alors par exemple et compte tenu de ces données, serait-il envisageable de supposer la création d'une sorte d'instrument de répartition, de distribution, *auxiliaire de notre Franc*, mais nettement différent de lui, et utilisable sur notre seul marché intérieur ?

C'est là une idée, parmi sûrement beaucoup d'autres qui sont dans l'air. L'essentiel serait d'aboutir à des propositions réalisables : il serait temps à ce propos, d'ouvrir un large débat public, temps de propulser enfin "l'imagination au pouvoir".

Mais, on peut s'en douter, les objections pleuvent en averses :

- d'abord objection de principe : «*c'est du catastrophisme !* ».

- objection d'analyse : «*une telle réforme limitée à la France seule, est désormais hors de question ; il faut la permission de l'Europe ; et il y a l'OCDE, le FMI, la BRI, le GATT ou autre ! on ne peut pas se montrer non conformiste en France sans l'aval, pour le moins, de la direction occidentale (États-Unis, Allemagne, Angleterre)* ».

- objection de logique générale : «*s'il est relativement facile de démontrer les tares d'un régime social, il est en revanche beaucoup plus malaisé de préciser et de faire comprendre les réformes nécessaires, ainsi, que les moyens de les appliquer* ». Car «*la critique est aisée, mais l'art est difficile !* »

Ajoutons pour terminer un simple constat : la mise en œuvre de réformes fondamentales, structurelles, dans notre démocratie, exigerait, ou exigera, l'assentiment, sinon le concours, d'au moins les deux tiers, au mieux des trois quarts de la population.

Une perspective ardue !...

BERN GILDAT

Lobby auto

«*Non au racket des autoroutes... Réduction pour les jeunes aux péages autoroutiers !*» Ces gros titres du journal *Auto Plus*, s'étaient récemment sur tous les kiosques parisiens. Les groupes de pression en faveur de l'automobile ne doutent vraiment de rien. Djémil Kessous, dans son livre "La théorie générale de l'évolution" (L'Harmattan) écrit : «*La voiture est devenue une sorte de chaise roulante ultramoderne à défaut de laquelle on se retrouve réellement infirme dans un monde mécanisé*».

Lorsque l'on sait que pour beaucoup la voiture est une drogue, ou, en tout cas, un médicament, je préconise le remboursement du péage autoroutier par la Sécurité sociale et pour ...tous ! Quant aux jeunes, je leur suggère de faire de l'auto stop : c'est encore moins cher !... et ça fait faire des économies en tout genre à la société.

LUCIEN

CONTRE LES MINES ANTI-PERSONNEL

Nous refusons que continue cette véritable "Guerre des Lâches" qui massacre des civils au Cambodge, en Afghanistan, en Angola, au Kurdistan, au Mozambique, en Somalie et dans une vingtaine d'autres pays ou régions du monde.

Aujourd'hui, plus de 100 millions de mines anti-personnel attendent leurs prochaines victimes.

Au-delà des drames humains individuels intolérables, des milliers de kilomètres carrés ont été rendus inexploitable, alors que ces populations ont besoin de toutes leurs ressources pour survivre et reconstruire la paix.

**Handicap International,
Mines Advisory Group,
Action Nord-Sud**

**lancent un appel solennel aux nations unies
et aux gouvernements qui fournissent ces armes afin que :**

- La destruction des mines et la sensibilisation des populations à risque soient enfin considérées comme une urgence humanitaire prioritaire.
- Le droit international soit renforcé pour maîtriser la situation actuelle : interdire la production, le stockage, la vente et l'utilisation des mines anti-personnel, ainsi que toute arme conçue dans le même but, comme c'est déjà le cas depuis janvier 1993 pour les armes chimiques et biologiques.

***Nous nous devons de faire connaître
notre indignation
face aux puissants intérêts économiques et politiques en jeu.***

**« LA PRIVATISATION,
C'EST L'AMORCE DE LA CORRUPTION »**

De qui est-ce ?

(réponse dans ce numéro)



DJÉMIL KESSOUS vient de publier aux éditions de l'Harmattan un livre que nous recommandons à tous nos lecteurs. Il en fait lui-même ici la présentation. Il s'agit de :

La théorie générale de l'évolution

L Allemand Eugen Dühring (d'origine prussienne) est un auteur mineur du XIXe siècle, philosophe de son état. L'Anglais Karl Popper (d'origine autrichienne) est une sorte de Dühring du XXe siècle. Plusieurs traits rapprochent ces deux auteurs : une même aversion pour la dialectique de Hegel, des goûts communs pour le positivisme, la social-démocratie et le libéralisme. A propos de Dühring, Emile Bottigelli écrit : « *Il accepte le capitalisme mais veut en supprimer les contradictions* »¹, on pourrait écrire la même chose pour Popper qui, jusqu'à sa récente disparition, n'a cessé de professer une grande admiration pour le système libéral ; cette simple citation nous donnera une idée de sa pensée : « *Je prétends que nous vivons dans un monde merveilleux. Nous autres Occidentaux avons l'insigne privilège de vivre dans la meilleure société que l'Histoire n'ait jamais connue. C'est la société la plus juste, la plus égalitaire, la plus humaine de l'Histoire* »²...

A la fin du XIXe, les thèses de Dühring se sont avérées tellement contraires à l'idéal profond du socialisme que Friedrich Engels publia à partir de 1877 une série d'articles ultérieurement rassemblés dans un ouvrage intitulé « *L'anti-Dühring (M.E. Dühring bouleverse la science)* ». Bien que je n'aie pas le talent d'Engels, j'aurais pu aisément intituler mon ouvrage « *L'anti-Popper (M.K. Popper bouleverse la science)* ».

« *La théorie générale de l'évolution* » est, en effet, une antithèse globale de l'œuvre de Popper, un peu à la manière de l'œuvre philosophique de Marx et Engels qui est un *renversement radical* de la dialectique hégélienne qu'elle remet sur ses pieds.

Il suffit, en effet, d'énumérer sommairement les principales thèses soutenues par Popper pour dédui-

re, a contrario, celles que je défends dans mon ouvrage.

Ainsi pour Popper, l'Histoire n'a pas de sens ; je montre que l'Histoire, tout comme le reste de l'évolution qu'elle ne fait que continuer est orientée.

Pour Popper, la seule société qui vaille, c'est la société ouverte occidentale dans laquelle l'individu est atomisé à l'extrême ; je montre que c'est à travers une renaissance des anciens liens communautaires que l'homme se reconciliera avec lui-même.

Pour Popper, qui est le père incontesté de l'actuel pragmatisme néolibéral, notre société est la meilleure qui soit, il ne faut surtout pas chercher à remettre en cause ses fondements mais plutôt à la rafistoler par un accommodage fragmentaire (*piecemeal tinkering*), bref, à lui mettre des rustines. Je montre que nous ne devons pas hésiter à avancer les projets les plus radicaux, car l'homme est encore bien peu révolutionnaire à côté du progrès technique et historique qui le pousse vers l'avant.

Pour Popper, la science ne progresse que par réfutations ; je soutiens que la science est un vaste processus qui *confirme* à titre principal et qui, secondairement, *infirme* les acquis antérieurs.

Popper a écrit un *plaidoyer pour l'indéterminisme*, ma théorie générale est un *plaidoyer pour le déterminisme*...

On pourrait citer bien d'autres exemples encore. Mais je dois revenir à mon sujet qui est une autocritique de mon travail. En fait, j'ai déjà battu ma coulpe dans la préface de mon ouvrage : lorsque celui-ci a été écrit, je ne connaissais Duboin et son œuvre que de manière très vague. Or, en prenant le contre-pied des bricolages proposés par Popper, j'ai voulu, en renouant avec le vieux progressisme du XIXe siècle, avancer un

modèle radicalement neuf ; et mon ébauche : l'*humanstère*, cette cité idéale qui conclut mon travail paraît une proposition bien fragmentaire dans le cadre des gigantesques problèmes que l'effondrement du libéralisme va nous laisser en héritage.

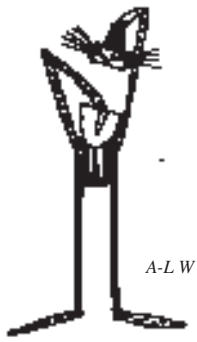
Je n'entends nullement, comme je l'ai écrit, renier l'*humanstère*. J'aimerais bien, d'ailleurs (mais ne rêvons pas) qu'on en fasse l'expérience. Que risque-t-on ? Quel peut être le prix d'un tel projet ? Celui d'un hôpital ? D'un chasseur-bombardier ? De quelques-unes de ces affreuses tours qui parsèment nos banlieues et dénaturent le paysage ? Certainement pas, en tout cas, celui d'un porte-avions. De deux choses l'une : ou ça marche et l'expérience, en ne cessant de s'améliorer, connaîtra une certaine vogue, ou bien ça échoue et on essaiera autre chose : l'homme, n'en déplaise à Popper, est un animal qui fait des projets.

Il n'en demeure pas moins que mon travail laisse dans l'ombre de vastes pans de cette réorganisation sociale qui devra tôt ou tard s'imposer. Mais ici, il est nécessaire de réaliser une profonde synthèse de tous les apports positifs que la pensée socialiste nous a laissée en héritage. Et dans cet immense astre socialiste qui n'a pas encore commencé à briller, l'école de l'économie distributive tient une place incontestable. J'ai d'ailleurs mis un ouvrage en chantier sur ce sujet capital. Mais je suis conscient que mon travail solitaire représente peu de chose à côté de la vaste coopération qu'une véritable recomposition socialiste exige.

DJÉMIL KESSOUS

1. Préface à l'anti-Dühring, éditions sociales, 1971.

2. Cité par Alain Caillé, *La démission des clercs*, la Découverte, 1993.



Selon l'antique mythologie égyptienne, le Phénix avait la faculté de renaître invariablement de ses cendres. Telles le Phénix, il existe entre les hommes de vieilles querelles qui resurgissent périodiquement : la controverse entre l'*acquis* et l'*inné* en est un bon exemple.

Race et quotient intellectuel

De quoi s'agit-il ? Certains auteurs prétendent que c'est l'*inné*, autrement dit le capital génétique présent dès la naissance, qui est socialement déterminant pour l'homme ; d'autres soutiennent que c'est, inversement, l'*acquis*, l'éducation parentale et sociale qui est décisive. On comprendra sans peine que la sensibilité politique des partisans de l'*inné* se situe globalement à *droite* sur l'échiquier politique, celle des tenants de l'*acquis* à *gauche* ¹.

La controverse vient donc de rebondir une nouvelle fois avec la récente parution aux États-Unis, sous la signature de MM. Herrnstein et Murray, d'un livre portant un titre très scientifique : *La Courbe de Gauss* ² et qui défraye la chronique. Dans cet ouvrage, les auteurs soutiennent que l'hérédité est responsable pour au moins 60 % de l'intelligence individuelle. En outre, ils défendent la validité des tests de QI (quotient intellectuel), lesquels font état d'un score moyen des noirs américains largement inférieur à celui des blancs. Selon eux, il est même impossible de faire progresser le QI passés les tout premiers âges de la vie de l'individu ; toutes les tentatives gouvernementales en ce sens auraient échoué. Dès 1971, Herrnstein s'était distingué sur ce sujet en suggérant que l'Amérique devait chercher à devenir une véritable *meritocratie* en développant une classe "*cognitive*" dominante et héréditaire. Murray, quant à lui, est bien connu pour ses positions conservatrices et son combat contre la politique d'aide sociale.

Que peut-on penser de ces assertions relatives à l'importance des différences génétiques entre les races humaines et à leur incidence

sur l'intellect ? Comme le note Richard Lacayo dans le *Time* du 31 Octobre 1994, toute cette démarche est très douteuse.

Certes, tout comme pour les autres espèces d'animaux, les différences génétiques sont incontestables chez l'homme. Si nous prenons une portée de petits chats ou de petits chiens, on peut observer des caractères distincts entre les différents frères et sœurs : la couleur, la taille, la vivacité. Il en va de même pour l'espèce humaine. Mais, contrairement à ce que soutiennent Murray et Herrnstein, chez l'homme, ces particularités ignorent les différences ethniques. Les biologistes sont formels à ce sujet : il n'y a qu'une seule espèce d'homme possédant le même code génétique. Il s'ensuit que les différences que l'on peut observer entre des ethnies différentes reposent sur des causes historico-culturelles qui n'ont absolument rien à voir avec la génétique ; elles sont *accidentelles* mais non *structurelles*. En outre, la conception même des épreuves de QI est largement sujette à caution et, avec celle-ci, la définition de l'intelligence. Le fait est que ces tests représentent surtout des mesures *d'intégration* (ou, réciproquement, comme certains psychiatres l'établissent, de *rejet*) vis-à-vis de notre société rationaliste moderne.

Les animaux n'ont pas d'histoire : ils ne connaissent qu'une évolution lente, dictée par les hasards des mutations génétiques... Contrairement aux autres animaux, l'homme, quant à lui, *a une histoire*. Cela signifie qu'il connaît une évolution plus rapide, non plus génétique, mais culturelle ; chaque génération hérite d'un capital qui n'a cessé de fructifier depuis les plus anciennes

origines. Mais l'humanité n'a pu réaliser ce progrès accéléré par rapport à celui des autres espèces qu'en admettant une somme croissante de différenciations : entre maîtres et esclaves, patrons et salariés, manuels et intellectuels, sur et sous-développés... Ponctuellement, aux États-Unis comme ailleurs, ces différenciations se sont cristallisées sur des peuples, sur des ethnies déterminés. En répondant par avance à Herrnstein et Murray, Jean Rostand écrivait : « *L'homme naît différent de l'homme, c'est vrai, mais tant que l'homme ne sera pas toujours traité comme l'homme, tant que la concurrence des gènes ne s'exercera pas dans des conditions relativement loyales, nous serons mal venus à attribuer les différences manifestes à des différences originelles* » ³. La croissance accélérée, les différenciations multipliées, les antagonismes exacerbés, sont donc indissolublement liés ; et nous serions très pessimistes pour notre avenir si cette folle croissance que nous connaissons depuis deux siècles devait se poursuivre ; mais il semble heureusement que nous nous dirigeons vers un *ralentissement* lequel devrait, à terme, induire une *résorption* de ces différenciations traumatisantes.

DJÉMIL KESSOUS

1. Cela n'est pas systématique, cependant. Ainsi Noam Chomsky, linguiste de renommée mondiale et fervent partisan de l'origine génétique du langage, est bien connu pour ses sympathies gauchistes.

2. *The bell curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, Free Press.

3. Jean Rostand, *L'homme*, Gallimard, 1970, p. 80.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour l'*Economie Distributive*
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP 000 0660548)
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.

L.Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion
d'une *Economie Nouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'*Economie Distributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

CLUB DE L'AN 2000

L.Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

L'AGE DU VERSEAU

J-C Giroud
publie *ÉVASIONS*
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

FRAGMENTS

Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

PARTAGE

117 rue Henri Barbusse
92110 CLICHY
tél : 47 37 74 76.

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.Hoche
92100 BOULOGNE

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

RÉSISTANCE

à l'agression publicitaire
61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

TRANSVERSALES

SCIENCES / CULTURE
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
14, rue de Nanteuil
75015 PARIS

*

ALTERNATIVE

SYNDICALISTE

Éditée par le Cercle de Réflexions
et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

"Partage" a pris l'initiative
de lancer l'appel suivant, auquel nous
nous associons, bien évidemment :

**APPEL
POUR UN
RASSEMBLEMENT**
tous les quinze jours, à la même
heure, au même endroit,
des chômeurs et des citoyens
solidaires afin que soient
combattus le chômage
et l'exclusion
par l'instauration d'une société
qui partage le travail, les revenus
et les richesses.

A partir du **samedi 3 décembre 1994**,
régulièrement tous les quinze jours,
nous appelons les chômeurs et les citoyens solidaires à
se rassembler, à témoigner, à échanger,

**de 14 h 30 à 16 h 30,
au jardin des Tuileries.**

Ce rassemblement veut contribuer à la "visibilité" des
chômeurs et leur permettre d'intervenir dans le débat
social et politique ; il veut donner à tous la possibilité
d'exprimer leur solidarité. Il veut aussi, et surtout, une
interpellation forte et réitérée de la classe dirigeante et
de l'opinion publique.

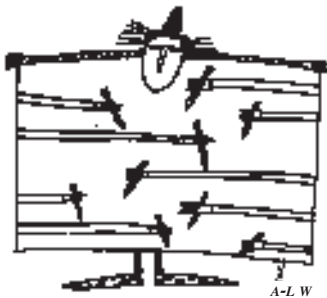
Dans les années quatre-vingt, à Buenos Aires, les
"folles de la place de mai" avaient su trouver un mode
nouveau d'expression et de contestation qui s'était
révélé très efficace pour ébranler le pouvoir et obtenir
vérité et justice.

Aujourd'hui, dans notre pays, nous ne pouvons plus
accepter l'indifférence, la résignation, la capitulation
devant la montée du chômage et de la misère. Sans
répit, nous devons nous rassembler et multiplier les
interventions auprès du gouvernement, du patronat et
des syndicats, ainsi qu'auprès des candidats à l'élection
présidentielle, afin d'obtenir la prise en compte des
revendications fondamentales suivantes :

- promouvoir la citoyenneté des chômeurs avec la participation de leurs représentants dans toutes les instances où leurs intérêts sont en jeu;
- réaliser rapidement un véritable partage des emplois par une réduction importante et un aménagement du temps de travail;
- affecter une partie des dépenses passives du chômage qui servent essentiellement à payer une non-activité et des stages parking au **financement d'un million d'emplois d'utilité sociale et collective.**

Il s'agit d'offrir, sans délai, principalement aux chômeurs de longue durée, **un revenu normal** en utilisant leurs compétences dans le cadre d'activités bénéfiques pour la nation toute entière.

Nous prenons nous mêmes l'engagement de participer à ces rassemblements et nous vous demandons de faire connaître cette initiative, d'y prendre part avec votre famille et vos amis, afin que ce rendez-vous bimensuel déclenche un mouvement irrésistible en faveur de l'abolition du chômage et d'une société sans exclus.



nos lecteurs débattent :

Dans notre *Tribune Libre* du N°937, nous avons publié une lettre d'un "abondanciste" de Bourron-Marlotte. Elle a suscité deux réponses :

Sur le numéro 937, j'ai lu la lettre de "l'abondanciste". J'ai beaucoup de difficultés à comprendre un tel langage alors qu'il y a déjà tout lieu de penser que l'abondance est là.

Les usines fabriquent. Les stocks se cumulent. Les magasins abondent. Ils regorgent de marchandises etc....

Alors qu'est-ce qui manque ?

Toute cette abondance, y compris de luxe, est accaparée par une certaine couche de la population, la même sans doute qui détruit les excédents pour maintenir les prix, la même qui se bouscule aux portillons du pouvoir, la même qui met les salariés sur le tapis...

Besoin de quoi ? Le jour où les richesses apparentes ne seront plus un appât relationnel, les gens découvriront leurs vrais besoins. Et nous serons surpris !

Je suis assise sur une chaise de récupération. Non que je n'aie pu m'en offrir d'autres : j'adore rénover et j'ai horreur du gâchis, je ne jette que ce que je ne peux plus sauver, ou je donne.

En attendant une méthode de distribution, la CSG va augmenter. La Sécu est dans le trou (dans ma ville, un toubib s'est fait payer des visites à domicile et des déplacements nocturnes alors que le patient s'est déplacé à son cabinet ! mais c'est passé, la femme du patient ne voulant pas de vagues). Le logement social plonge et s'embourgeoise. Le 1 % patronal est depuis longtemps descendu de plus de la moitié ... etc.

Étrange que les gens se laissent bernier !

Ah que je vous dise : je n'ai pas la TV et ma lecture unique est la GR. Heureusement que vous faites des citations extraites des quotidiens, sinon je serais ignare.

Question : Puisqu'un nommé Jean Pignero semble avoir concocté un projet de constitution, je ne comprends pas que les distributistes se contentent de se réserver leur mot à dire : ne devraient-ils pas être le moteur de la mise en marche de ce projet ?

J.B., St Cyr l'École

La lettre de Bourron-Marlotte soulève quelques grands problèmes socio-économiques : la richesse du tiers-monde et de ses nababs, la faillite des pays de l'Est, la pénurie en général, "l'entrisme" des marxistes dans le mouvement abondanciste...

Les marxistes nostalgiques seraient attirés par le distributisme. Dommage que les idées de Jacques Duboin soient si occultées et que si peu de marxistes (nostalgiques ou pas) et de non-marxistes les connaissent. Personnellement, je vois quelques ressemblances entre le "dépérissement de l'État" de Marx, la société sans État des anarchistes et des thèses défendues dans la Grande Relève.

Le tiers-monde regorge de matières premières. Certes, mais en matière économique, ce qui compte véritablement, ce ne sont pas les lieux géographiques où sont situées ces matières, mais leur contrôle (direct ou indirect) par les grandes compagnies internationales. A propos des fortunes des nababs, il suffit de consulter le numéro en magazine américain "Fortune" qui classe les 400 premières fortunes personnelles du monde. Combien de nababs ?

A propos des pays de l'Est, nombreux sont les marxistes (et d'autres) et, cela depuis fort longtemps, qui n'y ont jamais vu des

États "communistes" ni "socialistes". Le socialisme ou le communisme ne peuvent se concevoir qu'à l'échelle mondiale. Le communisme se traduit par l'effacement de l'État oppresseur. Le "socialisme dans un seul pays" est une invention du stalinisme. En fait, l'intérêt de ces pays est qu'ils servaient de repoussoir face à la défense du capitalisme.

Alors le système de l'intérêt collectif aurait piteusement échoué. Ce qui a échoué dans les pays de l'Est, c'est un système un peu en marge des pays capitalistes dominants, mais dont la réalité n'en était pas très éloignée. Je crois au contraire que face à l'échec actuel du système économique planétaire, les solutions sont à rechercher vers un réel mode d'organisation d'intérêt collectif. Et si le bonheur est affaire individuelle, la société y contribue grandement.

L.B., 75018 Paris

Chômage et droits de l'Homme

Personne n'ose remettre en cause la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Elle implique le droit au travail, dignité et solidarité. Les "lois du marché" lui sont contraires et sont impropres à satisfaire les conditions de la Déclaration. Le système viole en grand les droits de l'Homme. Il faut le montrer, le démontrer, le dénoncer sans cesse pour culpabiliser les personnalités politiques et économiques comptables de la situation. Cela pour les contraindre à la recherche de solutions par lesquelles, enfin, l'économie n'asservirait plus l'homme mais serait à son service.

R.G., Arradon

Voici, résumée, une lettre du Dr R. Girard, dont nous avons publié, dans notre précédent numéro, un appel à souscription pour la publication d'un livre :

La condition d'une économie distributive c'est une révolution planétaire expropriant les capitalistes propriétaires des moyens de production collectifs» laquelle, selon les propres termes de Marx «rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production y compris du sol» (Le Capital). Pour résoudre cette contradiction existant entre propriétés individuelle et commune, il faut «donner à chaque travailleur gratuitement une part incessible, inaliénable et non transmissible héréditairement du moyen de production collectif». En conséquence, une économie distributive telle que Duboin l'a conceptualisée requiert : «1. une révolution socialiste au sens marxien du terme qui exproprie les capitalistes et abolit le salariat pour rétablir l'homme générique échappé à

l'aliénation et à la déshumanisation parce qu'il associe de nouveau son travail à celui des autres membres de la société (...) 2. la disparition de l'argent, de la monnaie circulante thésaurisable, ayant une valeur plus ou moins réelle, plus ou moins truquée» et son remplacement par «une pseudo-monnaie informatique matérialisée sous la forme de cartes de crédit informatiques personnalisées infalsifiables ou de carnets de chèques» (...). «L'économie distributive requiert que la fonction de production ne soit plus rémunérée et que ce soit la deuxième fonction sociale majeure, la fonction de consommation qui le soit désormais par l'octroi de crédits de consommation diversifiés et personnalisés à tous les individus existants - travailleurs ou inaptes au travail -, crédits de consommation fonction de la formation et de la qualité du travail social de chacun avec un minimum pour les individus inaptes au travail ou sans formation».

R. G. Paris

Le docteur Rosan Girard, qui n'est pas inconnu de nos lecteurs, est une personnalité très populaire aux Antilles. Principal fondateur du parti communiste guadeloupéen en 1943, maire et conseiller général de la commune du Moule, puis député de la Guadeloupe à l'Assemblée nationale de 1946 à 1958, il a profondément marqué la vie politique de son pays par son engagement constant et sa grande éloquence. Un ouvrage biographique vient de lui être récemment consacré retraçant les différentes étapes d'une vie bien remplie¹. Ayant pris, depuis lors, quelque distance avec la politique officielle, il milite néanmoins sans relâche en dépit de son grand âge (il est né en 1913), pour une *société post-capitaliste planétaire*.

1. Rosan Girard, chronique d'une vie politique en Guadeloupe, par Jean-Pierre Sainon, Jasor-Karthala, (1993).

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à remplir et retourner à

Docteur Rosan Girard, 12, rue Duplex, 75015 Paris
accompagné d'un chèque à son ordre,
au plus tard le 15 décembre 1994.

Je soussigné

NOM

Prénom

adresse

souscris ... exemplaire(s) du MESSAGE À L'OMBRE DES FILAOS au prix de 180 F l'exemplaire. Ci-joint un chèque de F ... à l'ordre du Dr Rosan Girard.

Date et signature

LE PORTE-MONNAIE ÉLECTRONIQUE

— une découverte ?

Libération a publié le 26 octobre dernier un article de Catherine Maussion qui, apparemment, vient seulement de découvrir le porte-monnaie électronique. Elle le décrit : « De l'argent dans une puce pour payer son journal, sa place de parking ou son ticket de métro, le scénario ne relèvera plus de la science-fiction », puis montre que « les supporters se bousculent ... ils y voient pêle-mêle la fin du vandalisme dans les distributeurs, une opportunité pour développer une politique tarifaire plus fine, et surtout moins d'espèces à manipuler ». Certains commerçants sont prêts à l'utiliser : pour ceux qui utilisent déjà la carte à puce, la Poste estime à 200F la mise à niveau des terminaux. Les

consommateurs, séduits « par l'anonymat garanti » plébiscitent un "PME" universel qui « aurait tous les avantages des espèces sans en avoir les inconvénients ». Puis la journaliste rapporte le résultat d'une enquête selon laquelle les banquiers y font opposition : « Mais la communauté bancaire, qui a déjà ajourné le projet il y a un an, n'est toujours pas prête à se lancer dans l'aventure ».

D'après cet article, l'inventeur du concept serait Xavier Terrasse, pour la Poste.

C'est plutôt vite vu. **HENRI MULLER** a été choqué par cette affirmation, lui qui en a développé l'idée dans La Grande Relève N° 838, en 1985, où il rappelait que l'utilisation de la carte à puce de Roland Moreno comme monnaie de consommation remonte... à 1979 !

DIALOGUE SOUS LES MARRONNIERS

La gazette de la ville d'Uzès s'appelle *PAROLE*. Elle vient de publier un petit dialogue, sous le titre ci-dessus, dans lequel un chômeur se voit expliquer qu'il joue un rôle important : il participe à l'assainissement du marché car il ne fabrique rien, donc pas de surproduction ! Le chômeur se promet de consommer plus dès qu'il aura retrouvé un emploi et on lui explique que cela risque de faire tomber les cours. Alors son patron devra le licencier. Il s'y perd. N'y aurait-il pas d'autre solution pour assainir les marchés ? Si, la Guerre, lui rappelle son interlocuteur, ou l'espoir dans la sagesse des hommes.

RÉMY MOURIN, l'auteur de l'article, promet d'en reparler.

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés. Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel. Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, bref, lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut. Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***¹.

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou **économie distributive**, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être réalisée et mise à la disposition de tous.

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange pouvoir d'achat *contre* temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc, celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**. D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment

grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître si besoin.

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société.

Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social". D'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte, dans une banque "nouveau régime," de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort. Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce ou d'un carnet de chèques s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est changé pour le consommateur, mais le crédit correspondant est annulé.

La monnaie distributive ne sert qu'à acheter, **elle ne circule pas**, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

Diverses mesures transitoires ont été proposées³.

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Le contrat civique stimulerait l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, et surtout de faire reconnaître et valoir ses diverses activités⁵, même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Simple définition de leur service social pour les uns, ou projet ambitieux de nouvelle activité pour d'autres, le contrat civique proposé par chaque citoyen (aidé au besoin) doit faire l'objet d'une publicité préalable, avant d'être présenté à des instances compétentes, au niveau adapté à l'envergure du projet (selon le principe de *subsidiarité*), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens siégeant à titre personnel.

La **démocratie économique** sera réalisée, en économie distributive, par la remise à ces instances ou Conseils Économiques, du **pouvoir de création monétaire**, privilège actuellement détenu arbitrairement par les banques. Nous avons rédigé quelques ouvrages pour vous permettre d'approfondir la réflexion sur ces propositions.

M-L D.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N°901.

5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.